

un niveau de vie conforme à notre temps. Il y a des gens qui vivent de leurs pensions de vieillesse. Loin de les aider, le paiement supplémentaire équivaut à un montant moindre que la différence entre la valeur de leur ancienne pension et la vie plus chère. Ils auraient de beaucoup préféré recevoir la somme claire et nette de \$100 par mois, comme augmentation de la pension, plutôt que de voir imposer un plafond de \$105 accompagnée d'une évaluation des ressources. Il y a des anciens combattants dans nos circonscriptions, dont la pension leur permet tout juste de vivre—elle est si juste qu'elle leur permet simplement d'exister, pas plus. Si leur femme, par exemple, veut aller travailler quelques heures comme serveuse dans un restaurant ou se livrer à quelque autre occupation, le revenu auquel ils ont droit en vertu du nouveau régime se trouve réduit; la légère amélioration du niveau de vie à laquelle ils aspirent leur est refusée à tout coup.

Le gouvernement actuel, et je dis cela en toute sincérité et de propos délibéré, est passé maître dans l'art d'abaisser le niveau de vie des gens ordinaires, à un point où aucun gouvernement antérieur n'a jamais pu parvenir. Que l'on consigne cette épitaphe au compte rendu, car j'ai l'impression que d'ici peu de temps, le gouvernement sera mort et enterré—et j'espère que cette fois ce sera pour très longtemps.

Que nous offre-t-on aujourd'hui? Le ministre des Finances doit avoir sué sang et eau avant de nous présenter la mesure actuelle. J'ai l'impression qu'avec quelques-uns de ses fonctionnaires, et peut-être même de ses collègues du cabinet, il a cherché un moyen de rédiger une mesure législative se rapprochant aussi près que possible du bill qui a été rejeté, mais qui ne risquerait ni d'être déclarée inacceptable ni de sombrer sous les hués ou d'être en butte aux deux à la fois. Voici la question qui se posait: comment rédiger une mesure qui mettra quelque chose sous la dent de tous les partis de l'opposition, de façon à ce qu'ils puissent l'appuyer, et nous procurera du même coup le revenu dont nous avons besoin?

• (3.50 p.m.)

Point n'est besoin de chercher loin dans cette proposition pour trouver le gâteau offert à l'opposition officielle. En effet, le gouvernement a décidé d'offrir un gel de l'effectif actuel des employés de l'État. J'ignore s'il a compté avec le député de Carleton, mais il y a probablement un ou deux autres conservateurs qu'un tel gâteau rend un peu mal à l'aise.

Quant au NPD le gouvernement a dit: «Nous allons lui offrir deux gâteaux d'abord, une réduction de l'impôt sur le revenu des

particuliers et l'introduction d'une surtaxe de 3 p. 100 pour les sociétés. Ensuite, nous allons lui donner l'organisme de revision des prix qu'il demande. Nous lui donnerons un nom, mais pas un organisme, et les néo-démocrates seront assez peu brillants pour se contenter du nom en croyant qu'il s'agit de l'office même qu'ils ont demandé.» Je dirai au ministre des Finances que cela ne réussit pas à nous leurrer. Nous préférons quelque peu la surtaxe de 3 p. 100 sur le revenu des particuliers à celle de 5 p. 100 qui avait été proposée à l'origine, mais ce n'est pas en mettant un peu d'équité dans un grand régime fiscal inéquitable qu'on va réussir à nous acheter. Il ne suffit pas de mettre un faux col propre à une chemise sale pour qu'un veston réussisse à la cacher.

Nous avons dit maintes et maintes fois au gouvernement que s'il veut des revenus, il sait comment les trouver. Et il n'y a pas que nous à le lui avoir montré. Il a dépensé beaucoup d'argent pour obtenir l'avis de la Commission Carter sur la fiscalité, et cette dernière a montré au gouvernement comment il pourrait percevoir des revenus des riches sociétés pétrolières, gazières et autres. Elle a également montré au gouvernement comment élaborer au régime fiscal plus juste, taxant selon la capacité de payer. Mais le gouvernement ne veut pas percevoir ses taxes de cette façon. Tant que le rapport Carter n'aura pas été mis en vigueur, tant que nous n'aurons pas obtenu justice, nous ne nous laisserons pas duper par des projets de ce genre.

Nous ne nous laisserons duper par ce Bureau de revision édulcoré. Des signes manifestent déjà que le ministre veut enterrer l'idée d'un Bureau de revision des prix. Le gouvernement montre énormément de réticence à nous donner des détails sur ce point. Ce sera un tigre de papier, tout comme le ministère de la Consommation et des Corporations qui ne protège que dans les petites choses. Il n'offre aucune protection contre la montée du coût de la vie.

Le bureau de revision proposé est censé être apparemment un organisme libre, groupant des représentants du patronat et de la main-d'œuvre. Il n'aura pas le pouvoir de s'occuper de la hausse du coût de la vie. Autant dire qu'on offrira une brioche à un cambrioleur en espérant qu'il s'en aille. Bien entendu, cela ne marchera pas. Ce qui rend la chose difficile à avaler, c'est que mercredi, le ministre des Finances a dit, et je cite de la page 7336 du hansard:

Il me semble tout à fait évident que le premier objectif de notre politique économique doit être actuellement de réaliser une plus grande stabilité des prix et des coûts.

Si le gouvernement a comme première priorité de réaliser une plus grande stabilité